



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

centres de vacances

Question écrite n° 35122

Texte de la question

M. Jean-Marc Germain attire l'attention de Mme la ministre des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative sur la reconnaissance de l'engagement de jeunes, dans l'animation de séjours et loisirs collectifs. La jeunesse est un engagement fort du Gouvernement de Jean-Marc Ayrault, la priorité du président François Hollande. La promotion de la valorisation de l'engagement des jeunes est l'un des enjeux identifiés parmi les 13 chantiers prioritaires définis par le comité interministériel de la jeunesse (CIJ) installé par le Premier ministre le 21 février 2013. L'animation occasionnelle, pendant les vacances scolaires, en centres de loisirs ou en séjours adaptés, offre un espace reconnu par les jeunes comme celui d'un engagement. Les associations qui organisent et encadrent ces séjours pointent cependant un problème posé par la loi Warsmann du 22 mars 2012. Cette loi semble rendre le contrat d'engagement éducatif difficilement applicable. De surcroît, elle pose problème quant à la prise en compte des spécificités des séjours maternels, mais aussi au niveau du fractionnement des activités et des plannings des animateurs et directeurs occasionnels. Enfin, les surcoûts engendrés par cette loi posent de réelles difficultés pour proposer une offre de séjours en centre de loisirs à la hauteur des besoins de la France. Il y a un risque de renforcement de l'exclusion au départ en vacances, qui touche déjà 3 millions d'enfants aujourd'hui. Face à ce constat, il souhaite connaître les intentions du Gouvernement pour préserver le modèle des séjours collectifs basés sur la mixité sociale, et plus largement les valeurs portées par les structures non lucratives qui les organisent. Il souhaite connaître votre position au sujet de la reconnaissance de l'engagement des jeunes dans l'animation de séjours et loisirs collectifs par des structures à but non lucratifs, *via* par exemple un statut de volontariat de l'animation en accord avec le droit européen.

Texte de la réponse

Dans une décision du 14 octobre 2011, le Conseil d'Etat a confirmé que la réglementation française applicable au contrat d'engagement éducatif (CEE), et prévue par la loi de 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, n'était pas conforme au droit de l'Union européenne (directive n° 2003/88 CE du 4 novembre 2003) en tant qu'elle ne prévoyait ni repos quotidien, ni repos compensateur pour les titulaires de ce contrat. En conformité avec cette directive, le nouveau dispositif législatif et réglementaire permet désormais aux animateurs d'assurer la surveillance permanente des mineurs et de bénéficier de repos compensateurs équivalents aux repos quotidiens. Des mouvements d'éducation populaire et de jeunesse ont proposé la création par la loi d'un volontariat de l'animation. Cette proposition soulève toutefois une question juridique dans la mesure où la législation européenne ne reconnaît que deux types d'activités : le bénévolat et le salariat, la Cour de justice de l'Union européenne considérant que l'animation, y compris occasionnelle, relève du champ du salariat. Par ailleurs, les statuts de volontaires existants reposent sur plusieurs caractéristiques essentielles : engagement dans une mission d'intérêt général, durée limitée dans le temps, versement d'une indemnité en contrepartie de cet engagement, absence de lien de subordination. Dans le cas du volontariat d'animation, l'absence de lien de subordination dans le cadre d'une équipe encadrant des mineurs ne peut être envisagée sans remettre en cause leur sécurité. Cette proposition de volontariat pourrait être débattue de façon

approfondie au sein de la branche professionnelle de l'animation. La ministre invite les syndicats d'employeurs et de salariés à un réel dialogue, condition essentielle de la réussite dans la durée d'un dispositif construit collectivement. Pour encourager l'engagement et notamment celui des jeunes, des outils et des dispositifs ont été mis en place et sont développés par les ministères chargés de la jeunesse et de la vie associative, de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur ainsi que par les universités et par les acteurs associatifs. Un portefeuille de compétences a ainsi été élaboré avec un groupe interassociatif et Pôle Emploi, et est à la disposition de tous les bénévoles pour transcrire, en termes de compétences, leurs expériences. Associé aux carnets associatifs d'attestation qui existent, il peut faciliter l'accès aux dispositifs de valorisation des acquis de l'expérience, au collège dans le cadre du livret personnel de compétences, à l'université dans le cadre des unités « système européen de transfert de crédits » (ECTS) qui valorisent l'engagement associatif, ou auprès d'employeurs. Un portefeuille de compétences existe par ailleurs pour les jeunes en service civique. L'engagement des jeunes est un des chantiers ouverts par le comité interministériel de la jeunesse que le Premier ministre a présidé le 21 février dernier. Le ministère des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative travaille dans ce cadre au renforcement de la coordination de tous ces outils et dispositifs pour faciliter la prise en compte de telles compétences par les acteurs de l'éducation et de l'emploi. La valorisation de l'expérience des animateurs d'accueils collectifs de mineurs, dont il est rappelé que beaucoup sont des professionnels, fera l'objet d'une attention particulière.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Marc Germain](#)

Circonscription : Hauts-de-Seine (12^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 35122

Rubrique : Tourisme et loisirs

Ministère interrogé : Sports, jeunesse, éducation populaire et vie associative

Ministère attributaire : Sports, jeunesse, éducation populaire et vie associative

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [30 juillet 2013](#), page 8108

Réponse publiée au JO le : [3 septembre 2013](#), page 9305